

LUTTE DE CLASSE

POUR le POUVOIR des TRAVAILLEURS

LA RÉCESSION ^{MARS 1965} ET LES TRAVAILLEURS

L'opération "stabilisation" suit son cours. De tous côtés, on annonce la stagnation ou la baisse de la production; les fermetures d'usines et les licenciements se multiplient; de nombreux travailleurs sont réduits au chômage partiel ou, en tout cas, voient se réduire les heures supplémentaires (ce qui ne serait pas désagréable si la paie ne s'en ressentait pas, mais justement...).

Disons-le encore une fois: il y a très peu de chances, dans les conditions actuelles, pour que cette "récession" se transforme en une crise du genre de celle des années 30. La leçon n'a pas été perdue pour les capitalistes, qui sont aujourd'hui beaucoup mieux organisés qu'il y a trente ans (contrairement aux travailleurs, qui ne sont pratiquement pas organisés du tout). A moins d'un accident tout à fait imprévisible, la direction capitaliste possède les moyens de renverser la vapeur et de faire reprendre à la production sa marche ascendante au moment où elle jugera l'état de choses actuel contraire à ses intérêts de classe. Si actuellement elle n'en fait rien, c'est tout simplement parce qu'une légère récession lui convient parfaitement.

Pourquoi? Parce qu'une situation de ce genre oblige chaque capitaliste à renforcer au maximum l'exploitation des travailleurs qui dépendent de lui. Pris à la gorge par la mévente, chaque patron s'efforce de serrer ses prix de revient, de façon à maintenir sa marge bénéficiaire. Pour les travailleurs, cela signifie: renforcement de la discipline, accélération des cadences, diminution ou suppression des primes et autres "avantages", enfin installation de machines plus modernes qui justifierait des déclassements et autres entourloupettes permettant de payer moins pour un travail plus intense.

Pour que l'opération réussisse, il est évidemment essentiel que les travailleurs se laissent faire. Et ils y seront d'autant plus disposés que la peur du chômage incitera chacun d'eux à éviter de se faire remarquer par une attitude trop combattive. Une fois mise en place et acceptée la nouvelle

organisation du travail, les "affaires" pourront miraculeusement reprendre, la production redémarrer en flèche, les heures supplémentaires pleuvoir à tort et à travers; le patronat conservera, au moins pour un certain temps, une marge bénéficiaire plus importante: le tour aura été joué.

Un petit exemple permettra de mieux saisir de quoi il s'agit. L'histoire nous vient d'Angleterre, mais elle aurait tout aussi bien pu se produire dans n'importe quel autre pays. Une entreprise textile de moyenne importance se trouvait aux prises avec un personnel particulièrement intraitable. Ayant décidé de se débarrasser de ces dangereux énergumènes, le patron profita d'un débrayage limité pour mettre à la porte la quasi-totalité des ouvriers qu'il employait et en recruter de nouveaux. Résultat: après quatre mois de formation, il devenait possible, avec une seule équipe, de sortir la production qui, auparavant, se faisait avec deux, de sorte que la marge bénéficiaire montait de 8 à 21% du chiffre d'affaires et que la firme réalisait en quatre mois autant de profit que pendant toute l'année précédente. Le rapport du Président-Directeur-Général, à qui nous empruntons ces détails, omet malheureusement de nous dire dans quel état se trouvent, à la fin de leur journée, les pauvres bougres qui ont accepté de faire les jaunes dans de pareilles conditions.

En revanche, les conclusions que la bourgeoisie tire d'épisodes de ce genre ne sont un mystère pour personne. Dans son commentaire, le "FINANCIAL TIMES", organe de la bourgeoisie financière anglaise, incite ses lecteurs à ne plus prendre de gants avec les "éléments irresponsables" qui se permettent de présenter des revendications "contraires à l'intérêt national" (autrement dit, contraires aux profits des capitalistes). Un mois auparavant, dans un discours retentissant, le premier ministre Harold WILSON proclamait qu'il était temps d'en finir avec des comportements démodés, tels que se mettre en grève "alors qu'il existe des mécanismes pour résoudre les conflits" (sic), "discuter à perte de vue sur la répartition du travail" ou même (quelle horreur) "chiper quelques minutes par ci, une heure par là" sur le temps précieux que les patrons, comme chacun sait, achètent à prix d'or. Pour ceux qui l'ignoreraient, précisons que l'honorable WILSON n'est pas un suppôt du "pouvoir personnel", mais bien un "travailleuse", autrement dit ce qui se fait de mieux en Angleterre dans le genre "de gauche". A suivre pour les naïfs qui s'imaginent encore que cela ferait la moindre différence d'avoir un gouvernement DEFFERRE - WALDECK-ROCHET à la place du gouvernement de GAULLE - POMPIDOU.

La ressemblance entre les prêches wilsoniens et les exhortations de nos propres dirigeants n'est évidemment pas due au hasard. De plus en plus, la bourgeoisie organise par-dessus les frontières nationales son attaque permanente contre les conditions de vie de la classe ouvrière. L'objectif fixé par les "experts" est de disposer d'un nombre de chômeurs complets représentant entre 1,5 et 2% du total de la main-d'oeuvre. Le niveau, selon eux, doit suffire pour peser sur les salaires, sans entraîner une trop grande perte de production. Bien entendu, il ne s'agit pas de maintenir en permanence les mêmes travailleurs en chômage, car sinon l'effet de freinage sur les salaires serait manqué. L'armée de réserve ainsi constituée serait donc continuellement renouvelée, ce qui donnerait à un plus grand nombre de travailleurs l'occasion de perdre leur emploi de temps à autre.

Que ce plan soit exécuté tel quel, ou que des circonstances imprévues le modifient en cours de route, une chose est certaine: la logique du capitalisme interdit absolument toute modification réelle de la condition des travailleurs. Quel que soit le nombre de voitures, de réfrigérateurs et de ma-

chines à laver qu'il leur sera permis d'acquérir, ils resteront un vulgaire bétail poussé tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, surmené un jour, le lendemain jeté à la rue sans ménagements. Il est inutile d'attendre de la bonté des capitalistes un remède à cette situation: quand bien même ils le voudraient, ils sont impuissants à y changer quoi que ce soit. Les seuls qui aient ce pouvoir, ce sont les travailleurs eux-mêmes s'ils veulent bien agir ensemble pour la défense de leurs intérêts. Tant qu'ils laisseront à d'autres le soin de les diriger, il ne faudra pas qu'ils s'étonnent d'être traités comme des gamins.

Correspondance d'un lecteur et sympathisant :

pas conforme
à la tradition

(Où il apparaît que la lutte des travailleurs contre l'ennemi de classe ne passe pas par l'intermédiaire des organisations syndicales reconnues d'utilité publique).

Un atelier d'outillage de 100 métallos à Paris, dont une majorité de travailleurs "15 ans de maison" et quelques jeunes.

Histoires de jeunes racontées par un militant ouvrier chevronné :

- Jacques en a marre de la boîte. Il va donner son compte mais la dernière fois, dans une autre entreprise, il a été obligé de faire ses quarante heures. Ce matin là il donne son compte, fermement décidé à être payé sans faire les quarante heures.

8 heures. Le contremaître passe, Jacques à sa machine lit le journal: c'est le Parisien Libéré, Jacques n'est pas un provocateur. « Alors on ne travaille pas? - Moi, je travaille. - Comment ça? tu travailles! - oui, moi je travaille.

Jacques se replonge dans son journal. Le contremaître disparaît.

8 heures 30 - même manège - dix minutes après même édition.

A 10 heures, Jacques est appelé à la direction du personnel. 5 minutes plus tard, il quitte l'usine, sa paie en poche.

- Une partie du travail de Philippe consiste à centrer sur une machine des pièces dont je ne me souviens plus le nom mais qui sont pleines de graisse. Il en a plein les mains. Le contremaître lui refuse les gants demandés parce que les gants sont destinés à préserver les mains des blessures, non de la saleté.

Le lendemain, Philippe centre ses pièces graisseuses les mains dans deux beaux gants de toilette. Le contremaître écoeuré ne dit rien. Depuis, Philippe travaille avec ses gants de toilette qui ont perdu leur blancheur Persil.

Aucune pression syndicale, militante n'a prise sur ces jeunes. Ils n'ont aucune formation politique. Plus-value! Kesako? L'usine aux ouvriers! T'es un marrant! Ils ne comprennent pas non plus les principes paternalistes du patron et ne voient pas le bénéfice qu'ils pourraient tirer de la collaboration ouvrier-patronat. Ils se défendent à l'individuelle.

Mais de l'avis du militant chevronné qui leur tire son chapeau, ces jeunes n'ont pas froid aux yeux et ça promet d'être sauvage le jour où la paie sera inférieure au minimum acceptable.

Moi qui ne suis ni jeune ni chevronné, je dois reconnaître que Philippe et Jacques ont obtenu plus que les milliers de Jacques du secteur public, après 35 heures 27 minutes de grève préparée 23 jours à l'avance, puisque ceux-ci n'ont rien obtenu.

de MADRID à MOSCOU
(en passant par Casablanca)

Quelques milliers d'étudiants manifestent dans la rue. Ils sont sans armes, ils ne mettent pas le pouvoir en danger mais ils gueulent leur mécontentement, comme leurs dirigeants ont demandé de le faire. La police est là, nombreuse, casquée et solidement armée: disciplinée, elle charge et tape dans le tas férocement, comme on le lui a demandé. Le sang coule; des blessés, filles et garçons, restent étendus sur la chaussée.

Cette scène s'est passée à quelques jours d'intervalle à Madrid et à Moscou. Car FRANCO et KOSSIGUINE utilisent la même méthode pour mater les mécontents, tout comme de GAULLE et consorts. Ces messieurs font tous partie de l'internationale des matraqueurs. A l'est comme à l'ouest, les exploiters ont besoin, pour maintenir leur pouvoir, d'une force de répression spécialisée, grassement payée et choyée, la police et l'armée. Partout, celles-ci se conduisent de la même façon et cette répression sauvage, qui utilise aussi bien la matraque habituelle que les chars d'assaut lorsque c'est nécessaire, tous les travailleurs du monde la connaissent pour en avoir goûté lors d'une grève ou d'une manifestation.

Ceci montre, encore une fois, combien sont naïfs ceux qui parlent de prétendus pays socialistes. Dans la société socialiste où le pouvoir appartient réellement aux travailleurs, ceux-ci ne confient à personne le soin de les défendre: l'armement de tous est une des premières tâches, ce qui entraîne le désarmement total et la suppression définitive de toutes forces de répression spécialisées sans lesquelles les dirigeants, à l'est comme à l'ouest, n'existeraient pas longtemps.

LES FOUILLEURS.

Le capitalisme moderne permet à une remarquable institution de se développer: la fouille.

Cette pratique est bien connue des ouvriers et dans diverses usines de la région parisienne, des gardiens y font preuve d'un zèle tout particulier. Jadis limitée aux douaniers recherchant les contrebandiers, elle s'étend peu à peu à tous les secteurs.

Dans de nombreuses bibliothèques universitaires, étudiants et même enseignants y sont soumis, de crainte qu'ils n'emportent un livre précieux que leurs modestes ressources ne leur permettent pas d'acquérir. Il faut dire que les surveillants ne se montrent pas très féroces à leur égard; est-ce respect pour les intellectuels ou sens du ridicule?

Des employées, à leur tour victimes de ces brimades, ont montré l'exemple. Au début du mois de mars, 100 vendeuses sur les 130 que compte le magasin Prisunic de METZ se sont mises en grève. Prétendant un important déficit relevé dans la comptabilité (!) la Direction les soumettait à des fouilles systématiques.

La grève a été brisée, des vendeuses d'autres grands magasins de Metz et des succursales du département ayant accepté de faire les jaunes. Mais qu'arriverait-il si quelques milliers de métallos de RENAULT ou CITROEN imitaient quelques dizaines de vendeuses isolées et sans expérience de la lutte?

SYNDICALISME ET SOCIALISME
EN ALGERIE.

A l'occasion du second congrès annuel de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A.), M. BEN BELLA a cru bon de prononcer un petit discours destiné à donner des idées aux syndicalistes; mieux même que des idées, une véritable idéologie.

Reprenant un raisonnement célèbre, celui des stalinien, le gouvernement algérien avertit que le fonctionnement du secteur auto-géré et nationalisé ne doit en aucun cas être freiné par un mouvement de grève, qualifié pour la circonstance de "crime d'Etat". En effet, comment envisager seulement qu'il puisse exister des revendications dans une entreprise gérée par les travailleurs? On ne se révolte pas contre soi-même, c'est clair. Quant au secteur privé et étranger, les mouvements revendicatifs peuvent à la rigueur y être tolérés, mais uniquement si cela ne doit pas gêner la stratégie révolutionnaire du gouvernement socialiste que l'Algérie possède. Serait-ce à dire que cette haute stratégie ménagerait les intérêts privés? On n'oserait pas le comprendre.

De leur côté, les syndicalistes sont pleins de bonne volonté; ils ne demandent qu'à encadrer avec compétence la vie économique et politique et à soutenir le parti et le gouvernement au pouvoir. Nul doute qu'ils ne saisissent au vol les allusions clairement exprimées par le gouvernement et ne remplissent le rôle qu'on leur a imparti, grâce aux militants d'élite qu'ils placeront à leur tête en guise de "direction révolutionnaire". Que l'on compte sur eux pour mâter les criminels arriérés qui auraient l'audace de revendiquer une hausse de salaires ou une baisse des horaires, freinant ainsi la marche forcée vers le socialisme.

A propos, qu'est-ce donc qu'un régime socialiste?

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de cheffillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : **Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX^e.**